RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE — 2e CIRCONSCRIPTION

Élections Législatives du 23 novembre 1958

PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.

Electrices, Electeurs,

A la veille d'une consultation électorale dont dépendront l'avenir du pays et la paix, nous tenons à vous présenter un programme d'action qui, nous le pensons, répond aux vœux de l'immense majorité d'entre vous.

Le parti socialiste dénonce comme indigne d'un grand pays libre :

— la situation misérable de tant de travailleurs et de vieux de nos villes et de nos campagnes ;
— l'abandon matériel et moral dans lequel est laissée la jeunesse ;
— le niveau médiocre de la production nationale ;
— les bas salaires des ouvriers ;
— la mévente et les bas prix des produits de la terre ;
— les difficultés que rencontrent l'artisanat et le petit commerce ;
— les privilèges dont bénéficient les détenteurs de la fortune ;
— les contraintes de toute nature qui restreignent l'exercice des droits humains.

Nous proposons :

1°) d'accroître le revenu national et d'assurer le plein emploi ;
2°) de mieux répartir les richesses nationales ;
3°) de donner à l'agriculture de notre pays les moyens de se développer et de produire à meilleur compte ;
4°) de maintenir les libertés politiques, la laïcité de l'école et de l'Etat ;
5°) d'œuvrer au maintien de la paix.

La justice sociale doit s'affirmer toujours davantage par une collaboration confiante avec les organisations corporatives ouvrières et agricoles.

Nous voulons : Améliorer la condition des travailleurs des villes et des champs ;

— augmenter le pouvoir d'achat effectif des salaires, des traitements, des revenus des artisans, petits commerçants, cultivateurs jusqu'à l'extrême limite des possibilités présentes de l'économie française ;
— mener une lutte inflexible contre la hausse du coût de la vie et l'inflation monétaire ;
— rechercher un équilibre et une stabilisation des prix industriels, des prix agricoles, des salaires, des traitements, de la monnaie par l'application d'une politique hardie d'investissements, de production accrue, de rendements améliorés et une adaptation rationnelle de la fiscalité aux temps et aux méthodes modernes.

Il faudra bien un jour qu'on en sorte des tracasseries fiscales et qu'on en finisse de faire de tous les patentés des collecteurs d'impôts malgré eux.

Nous demandons également une transformation profonde du régime des finances locales.

L'agriculture a besoin d'être sérieusement défendue. Jusqu'ici, de belles promesses mais peu de résultats.

Nos paysans commencent à s'outiller mais malheureusement les crédits mis à leur disposition sont nettement insuffisants.
Ils ont des tracteurs mais pas assez d'essence.
Ils peinent dur mais n'ont pas de protection en cas de calamités agricoles ni en cas de maladie.
Ils produisent mais l'instabilité des cours (viande, vin, lait, etc.) les laissent souvent désemparés devant la spéculation.

Nous œuvrerons pour obtenir : de l'essence libre et détaxée pour l'agriculture ;

— l'aboutissement de la loi sur les calamités agricoles dont on parle depuis si longtemps ;
— l'organisation des marchés d'accord avec les représentants de la profession et de la consommation ;
— la protection sociale qui leur manque : assurance maladie, assurance vieillesse décente ;
— l'augmentation des crédits nécessaires à l'amélioration de l'habitat rural.

Ce sont les principaux moyens de retenir à la terre nos jeunes qui, découragés par l'incertitude du lendemain, désertent un peu plus chaque jour leurs villages.

Anciens combattants et anciens prisonniers de guerre, nous saurons défendre vos droits imprescriptibles puisque nous sommes également ancien combattant et prisonnier de guerre tous les deux et que vos droits sont également les nôtres.

Sauver l'agriculture, l'artisanat, le petit commerce par des lois justes et humaines, voilà la tâche de la nouvelle législature.

Mais toutes ces mesures ne seront possibles que dans la paix. Paix intérieure et extérieure.

La Constitution, en permettant aux peuples de l'Union française de se déterminer librement, l'offre faite par la République française aux territoires d'outre-mer qui veulent adhérer à cette union de créer des « institutions nouvelles fondées sur l'idéal commun de liberté, d'égalité et de fraternité » et conçue en vue de leur évolution démocratique, permettra de créer un ensemble économique puissant dont l'aménagement devra être réalisé en vue du bien-être et du bonheur communs.

Le drame algérien, qui dure hélas depuis trop longtemps, devra trouver une solution politique permettant aux deux communautés la cohabitation pacifique et confiante.

La France doit, sur le plan international, lutter sans relâche pour obtenir enfin le désarmement général simultané et contrôlé, l'arrêt des explosions nucléaires, l'interdiction de certains types d'armement.

Sans une paix désarmée, il ne peut exister dans le monde ni liberté totale pour les peuples et les individus, ni espoir pour les générations futures, ni plein épanouissement des ressources de l'esprit humain.

Et si demain la paix se fait entre les hommes de bonne volonté, nous pourrons alors, avec les milliards qui s'en vont vers la mort et la ruine, créer la cité humaine et fraternelle.

Il nous faut des écoles, des maîtres : tout cela manque faute d'argent.

Il faut équiper nos campagnes : routes, chemins, eau, électricité, équipements divers... Impossibilité, pas de crédits suffisants.

Nos vieux ont bien reçu quelques miettes depuis quelques années, mais combien de misère et de douleurs cachées parce que les allocations et retraites sont insuffisantes et ne leur permettent pas de vivre. Nous demanderons l'augmentation nécessaire à leurs besoins.

Nos jeunes ménages doivent se loger, trouver du travail, élever leurs enfants, mais la pénurie de logements, les maigres salaires, le peu d'attribution de bourses pour les écoliers, surtout chez les agriculteurs et les ouvriers, les découragent et les aigrissent parce que l'Etat ne fait pas la politique nécessaire indispensable par manque de moyens.

Et pourtant, des fortunes se sont édifiées depuis la Libération ; une certaine catégorie de gens brasse des affaires et draîne des millions.

Il faudra bien un jour que la République mette bon ordre à cela.

CITOYENNES ET CITOYENS,

Telles sont les tâches urgentes à entreprendre pour assurer le redressement national.

Notre parti se pose en défenseur des traditions républicaines, des droits fondamentaux de l'individu et des peuples par la démocratie dans la liberté.

Et nous, qui avons été désignés pour le représenter dans la bataille électorale, notre ambition est de servir.

Que ce soit au Conseil général ou à la Mutualité agricole, nous avons déjà, depuis de longues années, travaillé au bien public.

Investis de votre confiance, nous continuerons à être de bons ouvriers fidèles à nos engagements, à notre devoir, à notre pays.

Soyez avec nous dans la bataille pour la République, pour la Justice, pour la Liberté et pour la Paix et votez alors pour

MARTIAL BÉLUGUE

Conseiller municipal de Faux
Conseiller général du canton d'Issigeac
Président des Syndicats d'électrification et d'adduction d'eau d'Issigeac
Président de la Commission d'administration générale et de l'Agriculture du Conseil général
Ancien Combattant P.C. déporté à Rawa-Ruska

ET

PAUL-HENRI GARDELLE

Propriétaire - exploitant
Administrateur des Caisses de Mutualité sociale agricole de la Dordogne
Ancien Combattant et P.G.

Vu : LE CANDIDAT.

IMPRIMERIE GÉNÉRALE DU S.-O. - BERGERAC